



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

711/jpr/bm/el

Arrêté du 23 février 2024

**portant mise en demeure à la société PROTECHNIC de respecter les dispositions applicables
à ses installations sur le territoire de la commune de CERNAY**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;

VU l'arrêté préfectoral n°950665 du 25 Avril 1995 portant autorisation d'exploiter à la Société PROTECHNIC à CERNAY ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 Mars 2017 portant prescriptions complémentaires à la Société PROTECHNIC pour son site de CERNAY en référence au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 Mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la Société PROTECHNIC pour son site de CERNAY en référence au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 02 Février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU le rapport de la visite d'inspection du 12 Décembre 2023 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU les observations (sur le rapport susvisé) de l'exploitant formulées, par courrier électronique du 1^{er} février 2024 ;

CONSIDÉRANT que la vitesse d'éjection des fumées du conduit 1 n'atteint pas les 8m/s sur les trois dernières années ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué dans son courrier électronique du 1^{er} février 2024 que la hauteur du conduit 1 est haut de 19 mètres et qu'il convient de faire réaliser des travaux pour atteindre les 21 mètres requis ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 Mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que le conduit d'évacuation de l'extrudeuse BLOWN 1 possède un chapeau chinois, susceptible d'entraver la bonne dispersion des effluents ;

CONSIDÉRANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 ;

CONSIDÉRANT que le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques pour l'année 2023, n'était pas réalisé en date de rédaction du rapport de visite ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué dans son courrier électronique du 1^{er} février 2024 que le contrôle réglementaire des rejets atmosphériques pour l'année 2023 a été réalisé le 24 et 25 janvier 2024 sans transmettre les résultats ;

CONSIDÉRANT que la surveillance de la vitesse d'éjection du conduit 1 est réalisée annuellement ;

CONSIDÉRANT que les données sur les COVNM mesurées ne sont pas enregistrées ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant indique, dans son courrier électronique du 1^{er} février 2024, avoir commandé des équipements pour mesurer et enregistrer l'O₂, la vitesse et les COVNM et demande un délai de 3 mois pour mettre en place ces équipements ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 ;

CONSIDÉRANT que les entrées de solvant du Plan de Gestion des Solvants sont incomplètes, notamment les émissions des rejets canalisés des extrudeuses ;

CONSIDÉRANT que les hypothèses de calcul du Plan de Gestion des Solvants ne sont pas justifiées ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société PROTECHNIC, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées au 41 Avenue Montaigne 68700 CERNAY.

Article 2 : **Sous 6 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 Mars 2021 susvisé :

«

Identification	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimum d'éjection en m/s
Conduit n°1 (épurateur thermique)	21 m (5 m au-dessus de la hauteur de la partie de cellule BLOWN du bâtiment M5 haute de 16 m construite en 2014)	38500	8

»

Article 3 : **Sous 6 mois** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :

« [...] »
 - la forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
 [...] »

Article 4 : **Sous 3 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 Mars 2017 susvisé :

«

9.2.1.1.1 : Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses
 Les mesures portent sur les conduits suivants :

»

Conduit/installation	Paramètre	Fréquence	Méthodes d'analyses
Conduit de rejet de l'épurateur thermique	Débit	en permanence	NFX 10 112
	Vitesse d'éjection	trimestriel	/
	O ₂	en permanence	NF X 20 377 à 379
	COVnm	en permanence (*)	
	CO	annuel	FD X 20 361 et 363
	NO _x	annuel	/
	CH ₄	annuel	/
Les rejets de la graineuse KELLER-DORIAN	poussières	annuel	/
	débit	annuel	NFX 10 112
	COVnm	annuel	
Les rejets des extrudeuses : - TX (TX1 et TX2) - WEB (WEB1, WEB2 et WEB3) - BLOWN	débit	annuel	
	poussières	annuel	
	COVnm	annuel	

(*) ou tout autre paramètre de contrôle représentatif du bon fonctionnement de l'épurateur thermique (art.58-II de l'am du 02/02/1998 susvisé) sous réserve de :
 - une parfaite corrélation entre le paramètre surveillé et la teneur en COVnm de l'effluent rejeté, à justifier par l'exploitant ;
 - un contrôle trimestriel de la teneur en COVnm de l'effluent rejeté.

Les mesures sont effectuées sur une durée d'au moins une durée d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Article 5 : **Sous 3 mois** l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 28-1 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 susvisé :

*« Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant **notamment les entrées et les sorties de solvants** de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.*

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. »

Article 6 : En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 2 et 3 du présent arrêté dans les délais prévus par ces mêmes articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 7 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article R 421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 23 février 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT